

uniterre



La souveraineté  
alimentaire  
c'est le bonheur et  
le bonheur est la  
seule chose  
qui se double  
si on le partage

Für Ernährungssouveränität.  
Die Landwirtschaft betrifft uns alle.

Für

eine Landwirtschaft  
ohne Gentechnik

die Stärkung  
kurzer Kreisläufe

eine Zukunft  
für kommende  
Generationen

Initiative



[www.ernaehrungs-souveraenitaet.ch](http://www.ernaehrungs-souveraenitaet.ch)

Pour

des prix  
et des s

l'accès  
et aux  
pays

le r  
res

C'est aussi POUR  
NOTRE AVENIR!

initiative



[www.souverainete-alimentaire.ch](http://www.souverainete-alimentaire.ch)

L'essere umano e la natura sono al centro del dibattito

Pour la souveraineté  
L'agriculture nous concerne

Pour la souveraineté alimentaire.  
L'agriculture nous concerne toutes et tous.

JUILLET 2018

N° 4 63<sup>e</sup> ANNEE

EDITION SPECIALE

[WWW.UNITERRE.CH](http://WWW.UNITERRE.CH)

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Une vision d'avenir prônée par la Via Campesina, et dont  
Uniterre est l'ambassadeur en Suisse..

GREVE DU LAIT

Retour sur un  
des combats d'Uniterre pour des prix équitables aux  
producteur-trice-s.

AGRICULTURE DE PROXIMITÉ

L'agriculture paysanne proche des consommateur-trice-s,  
un autre axe de travail important d'Uniterre..

LE JOURNAL

PAYSAN  
INDÉPENDANT



# UNE VISION D'AVENIR!

## EDITORIAL

VANESSA RENFER  
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE



## QUELQUES IMAGES DANS LE RÉTRO

2017 Justine pendue devant l'IP-lait pour un prix du lait équitable.

2007 dépôt à Berne de la pétition contre la PA 2011 (37'500 signatures)  
2'000 fermes disposées sur la place fédérale

2014 Uniterre remet le "cochon doré du mensonge" à M. Schneider-Ammann  
(heureux lauréats précédents : 2007 La Coop, 2009 l'OFAG)

2009 épandage de lait dans les champs lors de la grande révolte paysanne  
[www.uniterre.ch/2009/revoltePaysanne](http://www.uniterre.ch/2009/revoltePaysanne)

Plus de 60 ans d'histoire et de combats, et le constat n'a guère évolué. Le nombre des actifs dans l'agriculture rétrécit comme peau de chagrin, des fermes sont abandonnées, des terres agglutinées à des domaines de plus en plus grands où le paysan se retrouve toujours plus isolé. Pas très réjouissant. Pourtant quelques lueurs d'espoir scintillent ici et là : le développement de la vente directe, des marchés à la ferme, des associations de producteurs et de consommateurs qui œuvrent côte à côte pour la promotion de l'agriculture contractuelle de proximité. Et puis des paysannes et paysans, jeunes et moins jeunes, qui osent le défi d'une branche de production originale, innovante, hors des sillons traditionnels, des sillons que l'agro-industrie et le libéralisme ont labourés si profondément qu'il n'y reste que de la poussière et des cailloux.

Conformément à la philosophie de la souveraineté alimentaire, osons emprunter désormais des voies nouvelles, aussi au sein de la défense professionnelle paysanne, et avec d'autres organisations. Pour défendre nos collègues paysannes et paysans, mais aussi pour prendre en compte les attentes légitimes des consommatrices et consommateurs, c'est main dans la main avec toute la population que nous devons avancer. Petit tour d'horizon, non exhaustif, de notre projet de travail à l'horizon 2021 :

- Faire d'Uniterre un mouvement vivant, diversifié et actif. un lieu de débats et de rapprochements.
- Continuer le combat pour une rémunération juste aux producteur-trice-s notamment avec le projet du "lait équitable", première étape qui ouvrira, nous l'espérons, la voie à d'autres projets équitables.
- Poursuivre notre développement outre-Sarine, où de jeunes paysan-ne-s commencent à s'impliquer avec enthousiasme.
- Combattre l'isolement et renouer avec tous nos collègues dans les régions, en animant des Cafés paysans grâce aux sections cantonales d'Uniterre.
- Oser se rapprocher d'ONG et d'associations avec lesquelles le contact n'a pas toujours été facile, le dialogue est une richesse à promouvoir.

La Souveraineté alimentaire porte les semences que nous souhaitons voir germer pour la naissance d'une nouvelle société. Une société plus juste, qui place l'être humain au cœur des préoccupations, qui permet d'harmoniser son développement avec celui des animaux et de son environnement.

L'humanité a connu de grands sauts dans son évolution, la découverte du feu, la découverte de l'écriture, les premiers voyages intercontinentaux, l'ère industrielle, la révolution sexuelle, l'ère digitale, pour n'en citer que quelques-uns. Et si la Souveraineté alimentaire était la nouvelle grande évolution de nos sociétés? L'agriculture en est un pilier majeur, central, alors pourquoi ne pas commencer par là, et nous acheminer vers ce qui hier semblait impossible?

Vous venez avec nous? •



Dans les années 50 et 60, deux événements majeurs vont réveiller les consciences et jeter les bases du syndicalisme paysan. Une leçon d'histoire bienvenue à l'heure où les négociations pour des accords de libre-échange s'intensifient. L'émergence de la souveraineté alimentaire, 40 ans avant sa définition, comme nous le rappelle Fernand Cuhe dans un petit entretien qu'il nous a accordé.

# DES ABRICOTS, DES TOMATES ET DES HOMMES

## HISTOIRE

VANESSA RENFER  
PAYSANNE ET SECRÉTAIRE D'UNITERRE

**ÉTÉ 1953.** Les bonnes conditions climatiques cette année-là permettent aux producteurs valaisans d'abricots de se préparer à vivre une année record, la récolte s'annonce abondante et savoureuse. Pourtant, la Confédération, bien que prévenue de la situation, se refuse à appliquer les mesures prévues par la Loi qui lui permettraient de freiner les importations dans un marché déjà complètement saturé. Dans le petit village de Saxon, l'ordre est donné de ne plus récolter les abricots, et des cageots entiers sont jetés. Sous la chaleur estivale, la révolte gronde, et la défense professionnelle appelle à manifester. D'abord pacifique, le rassemblement de plus de 5'000 producteurs et sympathisants dégénère, des trains de marchandises sont ouverts, pris d'assaut. Les fruits importés sont jetés, et des wagons sont mis à feu. Le village a été volontairement isolé par l'abattage d'arbres en travers des principaux accès. La police, sur ordre du gouvernement valaisan, n'intervient que très discrètement, mais les témoins diront plus tard que les agents étaient présents notamment pour relever le nom des agitateurs et des producteurs, et prendre des photos compromettantes. Nombre d'entre eux seront condamnés, au terme d'une procédure de 3 ans, à des amendes et des peines d'emprisonnement avec sursis. La Confédération aura tout de même retenu la leçon à l'époque, puisque dès l'année suivante, elle adopte une ordonnance visant à soutenir l'écoulement des abricots valaisans en cas de récolte exceptionnelle.

**ÉTÉ 1964.** A nouveau, de très bonnes conditions climatiques, un été particulièrement chaud, amènent à une surproduction tout à fait exceptionnelle de tomates valaisannes. Celles-ci sont en concurrence directe avec les tomates tessinoises, et bien que la population réagisse favorablement et achète le fruit en abondance, les quantités bien trop importantes font pression sur les prix, qui chutent largement en deçà des coûts de production. L'armée en achète pour fabriquer des conserves, mais là encore à un prix qui fait monter la colère au sein des producteurs valaisans. S'en suivra un attentat à Fully, avec l'explosion d'une borne téléphonique. Deux personnes seront arrêtées.

La production de tomates valaisannes avait déjà connu un événement similaire en 1950, où 150 tonnes de tomates, invendables dans un marché saturé où la concurrence étrangère se négociait 9 fois moins cher que la tomate indigène, sont déversées dans le Rhône. L'opinion populaire a honte de ses producteurs, mais probablement plus encore honte d'elle-même, ayant préféré le produit importé moins cher aux to-

mates locales. Les producteurs valaisans n'avaient pourtant rien fait d'autre que de répondre à l'augmentation de la demande dans la période d'après-guerre, grâce à une amélioration des techniques de production, sans se méfier qu'ils allaient se retrouver dans des difficultés croissantes suite à la reprise des échanges internationaux.

### QUELLES LEÇONS RETENIR DE CES ÉVÉNEMENTS ?

Politiciens et fervents partisans du libre-échange feraient bien de se pencher sur ces actes historiques et d'en prendre de la graine. La nature est capricieuse, et tantôt elle nous gâte d'une abondance sans fin, tantôt elle se montre bien moins amicale à notre égard. Quelle étonnante réaction pourtant que de ne pas montrer plus de respect face à sa colère ! Plus aucun doute ne subsiste, nos actes ont des conséquences sur l'environnement. La désinvolture avec laquelle les gouvernements ferment les yeux sur les signaux d'alerte, et se laissent bercer par les sirènes du commerce libre et globalisé, a de quoi faire peur. Déjà à l'époque, on a fait passer les intérêts économiques de quelques puissants avant le bien-être et le respect des familles paysannes. On a préféré se complaire dans l'absurdité de détruire la marchandise qui était dans nos mains, tout en continuant de faire venir, par wagons entiers, les fruits de l'étranger.

Il est temps de tirer finalement les enseignements du passé. L'agriculture doit pouvoir bénéficier d'un régime spécial dans les échanges entre pays et continents. Qui n'a pas entendu de ses parents qu'on ne joue pas avec la nourriture ? Cessons donc de faire les enfants gâtés, et sachons montrer un respect authentique pour la terre qui nous héberge, et pour les familles paysannes qui nous nourrissent ! C'est là un enjeu majeur de la Souveraineté alimentaire. •

LIENS - ARTICLE "COLÈRE VERTE" ET ARCHIVES VIDEOS RTS

[www.uniterre.ch/ath](http://www.uniterre.ch/ath)

## GROUPE PAYSANNES

*Les femmes de La Via Campesina et Uniterre s'engagent pour la souveraineté alimentaire, partout dans le monde. Nous soutenons les mouvements populaires pour la souveraineté alimentaire car il est important de s'opposer à la politique néolibérale des gouvernements et de faire émerger des solutions porteuses d'avenir. •*

## JE SUIS MEMBRE D'UNITERRE

*La Suisse a besoin d'un mouvement paysan autonome qui lutte pour la souveraineté alimentaire. Nous, les mangeurs avons besoin de producteurs qui luttent pour la défense de notre biodiversité alimentaire. Avec UNITERRE, l'espoir est possible! •*

JOSEF ZISYADIS  
PRÉSIDENT DE SLOW FOOD SUISSE ET MEMBRE D'UNITERRE

## ENTRETIEN

FERNAND CUCHE  
ANCIEN SECRÉTAIRE D'UNITERRE

PROPOS RECUEILLIS PAR  
VANESSA RENFER

### Comment est née l'idée de la Souveraineté alimentaire ?

En avril 1996, lors de la deuxième conférence internationale de La Via Campesina à Tlaxcala (Mexico) émerge ce concept de "souveraineté alimentaire". Si les participantes et participants choisissent le terme de souveraineté "alimentaire" et non celui de souveraineté "agricole", c'est qu'il s'agit là d'un enjeu de toute la société, pas seulement de la paysannerie. En novembre de la même année, au sommet de l'alimentation à Rome, la Via Campesina présente ce nouveau concept au forum parallèle des ONG de développement. Pour Via Campesina, "La souveraineté alimentaire est le droit de chaque pays de maintenir et développer sa capacité de produire ses aliments de base dans le respect de la diversité des cultures et des produits alimentaires. Une production durable, issue de pratiques paysannes". La souveraineté alimentaire est une condition préalable pour une véritable sécurité alimentaire. Elle n'est pas l'autarcie, ni un repli à l'intérieur des frontières. Elle ne s'oppose pas aux échanges internationaux : elle suppose de nouvelles règles du commerce international basées sur des échanges justes, respectant celles et ceux qui travaillent la terre, les consommateurs et l'environnement. (Référence : l'ouvrage de Gérard Choplin : "Paysans mutins, paysans demain").

### Quels sont à ton avis les trois points forts de l'initiative ?

- La rédaction de l'initiative forme un tout cohérent pour réaliser une pratique agricole durable.
- La relation avec les consommatrices et les consommateurs serait plus limpide par le fait d'une plus grande cohérence dans les pratiques agricoles indigènes.
- Si l'initiative des Verts sur le commerce équitable passe la rampe, il en ira de même pour les denrées alimentaires importées puisqu'elles seront soumises aux exigences suisses de production.

### Comment vois-tu l'agriculture suisse dans 10 ans, ainsi que ses relations avec les consommatrices et consommateurs, en cas d'acceptation de l'initiative le 23 septembre 2018 ?

Avec une 8<sup>e</sup> initiative déposée le 12 juin dernier (Ndlr : Initiative "Keine Massentierhaltung in der Schweiz" de Sentience Politics), la "charge" devrait être suffisante pour une rémunération équitable de la paysannerie, une amélioration sensible de la biodiversité et une diminution notable de l'utilisation des pesticides de synthèse. •

# LA GRANDE GRÈVE DE 2008

## INTERVIEW

PIERRE-ANDRÉ TOMBEZ  
ANCIEN PRÉSIDENT D'UNITERRE

MARTIN HAAB ET WERNER LOCHER  
BIG-M

PROPOS RECUEILLIS PAR  
RUDI BERLI  
AGRICULTEUR ET CO-DIRECTEUR D'UNITERRE

**R**etour sur la grève du lait de 2008, un grand moment de mobilisation paysanne. Entretiens croisés.

**Quelles ont été les conditions pour permettre le lancement de la grève ?**

Alors que la situation économique du marché laitier était bonne et que les prix avaient une tendance à la hausse, l'industrie laitière, assurée de sa situation de domination, n'entendait pas faire de concession aux producteurs.

**Werner Locher** - Avec la distribution de 1'200 drapeaux, les organisations de base savaient qu'elles pouvaient compter sur le soutien des producteurs. Le lancement d'un mouvement européen a également été un facteur déterminant.

**Pierre-André Tombez** - A cette époque le nombre des petits et moyens producteurs de lait produisant également dans d'autres secteurs était plus important et rendait un engagement moins difficile.

**Martin Haab** - Pour nous, il était clair comme nous le disions dit depuis longtemps que nous participions à un mouvement de lutte européen et que nous allions suivre les organisations européennes dans la grève.

**Quels facteurs ont contribué au succès du mouvement ?**

Pour beaucoup de producteurs le seuil de douleur au niveau des prix à la production était atteint avec un prix de 72cts. Dès lors, il n'y avait plus grand chose à perdre.

**Pierre-André Tombez** - L'écho très positif des consommateurs, dans les médias et sur le terrain était très encourageant. Les

acheteurs étaient visiblement très nerveux dès le début du mouvement et les paysans ont senti que le pouvoir pouvait être de leur côté. Les grandes organisations étaient obligées de suivre la base ce qui a favorisé le ralliement des producteurs plus attentistes.

**Werner Locher** - L'éveil de fierté, de combativité face à l'arrogance des acheteurs a fait tache d'huile.

**Martin Haab** - Le choix un peu aléatoire de tenir des centres de grèves était très mobilisateur pour les producteurs ainsi que le fait que le Schweizer Bauer publiait une liste régulièrement mise à jour des grévistes, cela permettait de comprendre que l'on n'était pas seul.

**Quelles leçons peut-on tirer de ce mouvement ? Quels sont les erreurs à éviter par les futurs mouvements paysans ?**

La faïtière des producteurs de lait ne s'est pas pleinement engagée, mais avec la force d'un mouvement de producteurs dans le dos la position de négociation de PSL a complètement changé et l'industrie a dû céder. Le fait que PSL défende une seule position était important puisque il n'y avait pas vraiment d'unité de position au niveau des organisations de base. La question de l'image vis-à-vis de la société a été un élément qui a fait plier la grande distribution. Les secteurs en aval ont cependant très mal digéré ce changement de rapport de force et voulaient le faire payer. L'asymétrie du pouvoir dans le secteur est extrêmement forte. Le dysfonctionnement structurel d'IP-Lait et le fait que PSL s'est désengagé du rôle de négociateur au service des producteurs en sont une illustration.

**Werner Locher** - Il aurait été préférable de gagner sur le plan de la gestion des quantités plutôt que sur le niveau du prix. Nous étions sans expérience dans la tactique de négociation face à un ultimatum et nous aurions dû nous en remettre à une consultation de la base. La question de l'information et de la diffusion de celle-ci, par exemple avec les médias sociaux est centrale. Il était important de ne pas être sanctionné en tant que gréviste.

**Pierre-André Tombez** - Les organisations de base ont trop vite lâché, la négociation leur a échappé. La préparation, notamment au niveau de la communication est fondamentale pour faire monter la pression et générer une nervosité chez les acheteurs.

**Martin Haab** - Nous avons gagné en maturité dans notre travail avec les médias. Chaque mouvement de lutte amène sa situation propre qu'il faut essayer de gérer sur le moment.

**Quelles leçons pour le futur ?**

Uniterre poursuit son objectif de regrouper les producteurs dans des organisations de base coordonnées au plan national, pour faire valoir leurs intérêts, pour pouvoir obtenir des conditions de marché permettant l'obtention de contrats définissant prix, quantité et qualité, afin d'établir une relation où les différentes parties engagées, producteurs, intermédiaires, consommateurs se retrouvent identiquement gagnantes.

Du côté des producteurs ce rôle incombe normalement à la FSPL qui doit représenter les intérêts des producteurs dans les négociations avec l'industrie et la grande-distribution. Cependant cette dernière ne doit pas être liée aux acheteurs de lait, elle doit avoir un mandat donné par des consultations démocratiques de la base sur les objectifs et les stratégies à poursuivre. •

CHRONOLOGIE, REVENDICATIONS ET DYNAMIQUE DU MOUVEMENT

[www.uniterre.ch/greve2008](http://www.uniterre.ch/greve2008)

## LA COOPÉRATIVE "LAIT ÉQUITABLE"

BERTHE DARRAS  
COMMISSION LAIT D'UNITERRE

En effet, cela fait plus de 10 ans qu'Uniterre parle de ce projet de lait à Fr 1.-. Ca y est, le projet est aujourd'hui en bonne phase d'aboutissement: l'assemblée constitutive de la coopérative pour le "lait équitable" a eu lieu le 20 juin 2018. Une quinzaine de coopérateurs ont décidé de se lancer dans l'aventure. Nous sommes en discussion avec un transformateur ainsi que deux distributeurs. Si tout se passe comme prévu, ce lait équitable devrait voir le jour fin d'année 2018.

Au début, certains nous disaient que nous étions fous de demander Fr 1.-. Mais je répondrais: en quoi est-ce une folie de demander d'être rémunéré correctement pour réussir à vivre? Vous connaissez beaucoup d'autres secteurs qui acceptent de vendre leur produit à perte? De plus en plus de personnes reviennent là-dessus et soutiennent notre projet! •







## GROUPE PAYSANNES

*Nous ne voulons pas plus de crédits, ni plus de paiements directs, mais nous voulons des prix équitables pour nous paysannes et paysans.* •

# L'AGRICULTURE EN SYMBIOSE AVEC LES MANGEURS

## ENTRETIEN

NICOLAS BEZENÇON  
RESPONSABLE DU GROUPE DÉVELOPPEMENT RURAL À AGRIDEA

FABIENNE TSCHANZ  
MEMBRE DE LA FRACP

PROPOS RECUEILLIS PAR  
BERTHE DARRAS  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

La Fédération Romande pour l'Agriculture Contractuelle de Proximité (FRACP), une belle histoire qui a poussé sous l'impulsion d'Uniterre et d'AGRIDEA. Entretien.

**La FRACP a été lancée le 26 mars 2008. Tout d'abord, peux-tu nous dire ce qu'est la FRACP ?**

**Nicolas** - La FRACP est une structure qui a pour but de fédérer les initiatives d'ACP et de définir ce qu'est l'agriculture contractuelle de proximité. Cette fédération regroupe aujourd'hui la plupart des initiatives d'ACP en Suisse romande, à savoir 28 initiatives.

**D'où est venue l'idée de lancer cette fédération ? Qu'est-ce qui existait jusqu'alors ?**

**Nicolas** - Avant la création de la FRACP, il y avait des structures qui existaient déjà, notamment Les Jardins de Cocagne à Genève et d'autres projets historiques comme La Clef des Champs au Jura. Puis, bien plus tard, L'Affaire TourneRêve a vu le jour. Cela a créé un engouement médiatique et d'autres groupements de citoyen-ne-s et de paysan-ne-s ont décidé de se lancer, dans toute la Suisse. C'est aussi à cette période que d'autres

systèmes de paniers commerciaux ont pointé le bout de leur nez, comme le Label Bleu (projet de paniers sur commande par internet). Il fallait donc que l'ACP définisse mieux son identité et ses valeurs. La FRACP est née sous cette impulsion. Nous avons défini les critères fondamentaux communs à tous les projets d'ACP. Quels contrats avec quel contenu ? Quel engagement ? Quel prix ? Bio, pas bio ? Puis nous nous sommes mis d'accord pour reprendre le contenu qui définit la souveraineté alimentaire selon la Via Campesina. De là est née une charte, signée par les représentants des structure d'ACP fondatrices.

L'ACP, ce n'est pas que du commercial, il y a des valeurs qui sont importantes et porteuses, comme par exemple le partage des risques. C'est un engagement des consommateur-trice-s pour un type d'agriculture : tu participes à l'association, parfois à la production, etc. Aux Jardins de Cocagne, les coopérateur-trice-s sont complètement impliqué-e-s et les paysan-ne-s sont salarié-e-s de la coopérative. Le modèle d'affaires est différent pour l'Affaire TourneRêve ou encore les Jardins d'Ouchy, qui sont des associations. Il a donc fallu trouver un moyen pour fédérer et rassembler tous ces différents modèles. La Fédération est aussi là pour transmettre les avantages et les inconvénients de tel ou tel modèle. Elle est un réseau de compétences et d'échange de savoirs, dans ce contexte elle soutient la création de nouvelles structures. Un autre point important de la FRACP est la communication décentralisée dans les régions, sous une bannière commune. Cela a permis aux ACP d'être représentées lors d'événements divers, de débloquer des moyens financiers et de montrer une unité d'action et de promotion.

**Quelle a été la contribution d'Uniterre au lancement de cette fédération ?**

**Nicolas** - Lorsque je travaillais à Uniterre, je voyais tous ces embryons de projets qui se lançaient. Grâce aux contacts avec les paysans, je voyais aussi les dérives que ça pouvait engendrer. Par exemple des structures commerciales qui profitaient de l'engouement pour les paniers mais qui ne reprenaient pas du tout les valeurs de la souveraineté alimentaire. C'est pour ça qu'on a eu l'idée, avec Josy Tamarcaz d'AGRIDEA et du Lopin Bleu, de mettre de l'énergie à la création de cette Fé-

dération. Mettre un cadre pour éviter les dérives. Uniterre a eu un mandat pour tenir le secrétariat de la Fédération jusqu'à mon départ, donc jusqu'en décembre 2016. Uniterre a donc permis à la FRACP d'avoir un secrétariat professionnel, connecté à un réseau énorme en Suisse.

Ensuite, un autre objectif de la Fédération a été d'établir des contacts avec la Suisse alémanique, car il y avait aussi plein de projets qui démarraient. Uniterre, avec Rudi Berli, a aidé au lancement de certains projets en Suisse alémanique et y a aussi défendu les idées et les valeurs de la souveraineté alimentaire. C'est une action qui a permis de créer des sections d'Uniterre de l'autre côté de la Sarine.

D'ailleurs, suite à cela, sous l'impulsion de la FRACP, une Fédération s'est développée là-bas : la "Regionale Vertrags Landwirtschaft" (RVL). Elle s'est calquée sur les mêmes bases.

**Quel avenir se dessine pour cette fédération ?**

**Fabienne** - Les membres de la FRACP ont peu de temps pour s'en occuper, en plus de leurs projets. Alors on s'est questionné sur la forme que devrait prendre la FRACP : une plateforme plus institutionnelle avec un secrétariat renforcé mais du coup, un besoin de trouver des fonds ? Mais se pose à nouveau la question de trouver du temps pour faire cela ! Alors, on s'est dit qu'il fallait plutôt rester modeste et se donner comme priorité de continuer ces journées d'échanges, qui permettent de créer et maintenir le lien : brunch, journée de réflexion commune, etc. Mais aussi et surtout de renforcer notre plateforme internet, qui est notre vitrine. On a souvent des questions de consommateur-trice-s, de journalistes, de paysan-ne-s, et c'est par cette plateforme qu'arrivent ces demandes, qui sont autant de nouveaux contacts qui alimentent et développent le réseau. •

### PLUS D'INFORMATIONS

[www.fracp.ch](http://www.fracp.ch)  
[www.regionalevertragslandwirtschaft.ch/doc/Charta.pdf](http://www.regionalevertragslandwirtschaft.ch/doc/Charta.pdf)

La coalition "huile de palme" mise en place en 2015 à l'instigation d'Uniterre a réuni un large front contre l'huile de palme et les accords de libre-échange favorisant son importation. Pétition et lobbying ont porté leurs fruits. Entretien avec Valentina Hemmeler Maïga, ancienne secrétaire syndicale d'Uniterre, qui a œuvré à sa création.

# RÉSISTANCE AVEC SUBSTANCE

## HUILE DE PALME

VALENTINA HEMMELER MAÏGA  
ANCIENNE SECRÉTAIRE D'UNITERRE

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ULRIKE MINKNER  
PAYSANNE ET CO-DIRECTRICE D'UNITERRE

### Quelles étaient tes motivations pour créer cette coalition ?

Tout a démarré en juillet 2015 par une demande de Charles-Bernard Bolay, Président d'Uniterre. Je me suis dit à ce moment que c'était une thématique qui pouvait ratisser très large. Les paysans bien sûr, mais aussi les ONG, les organisations environnementales et de droits humains. Une telle configuration pouvait permettre de créer des majorités au Parlement.

### Comment as-tu réussi à regrouper 11 organisations autour de cette thématique ?

Ce n'était vraiment pas évident. J'ai d'abord contacté la FSPC et l'USP pour leur dire que ce serait bien de monter un front commun contre l'huile de palme et les accords de libre-échange qui favorisent son importation. Parallèlement, j'ai tâté le terrain auprès des ONG en passant par Alliance Sud, puis la Fédération romande des consommateurs. Puis j'ai pris contact avec le Fonds Bruno Manser et Pro Natura. Mais rappelez-vous, en 2015, Pro Natura avait lancé sa campagne d'affichage qui disait que l'agriculture était responsable de la pollution des rivières. Alors convaincre l'USP et Pro Natura de travailler ensemble n'était pas facile. A l'automne, Uniterre convoque la première séance commune où la plupart des organisations sont présentes. Malgré quelques petites tensions, chacun semble prêt à s'engager pour faire avancer ce dossier.

### La problématique de l'huile de palme est aujourd'hui largement thématisée. Quelle était votre stratégie et les moyens choisis afin de sensibiliser la population suisse ?

Dans un premier temps, nous voulions que le grand public soit mieux informé pour que les parlementaires se sentent obligés de se saisir de la question. Cela a été le défi suivant. Se mettre d'accord sur un dénominateur commun. Que voulions-nous dénoncer ? Où se trouvaient les éventuelles divergences ? L'idée était de faire un communiqué de presse commun avec les logos de toutes les associations. Un texte qui permettait d'aborder le sujet sous différents angles : la santé des consommateur-trice-s, l'environnement, les paysan-ne-s suisses et celles et ceux de Malaisie, les droits humains. Le Fonds Bruno Manser a également proposé de faire une pétition en ligne pour dénoncer le projet d'accord de libre-échange en négociation avec la Malaisie. Le communiqué de presse et la pétition ont été lancés en hiver 2016. Et, le résultat est là, car comme prévu, le communiqué rassemble un spectre si large d'organisations qu'il fait mouche auprès de la presse comme des parlementaires. La visibilité quant à cet accord de libre-échange avec la Malaisie est atteinte, et le premier cap franchi.

### Il y a plusieurs dimensions à l'importation de l'huile de palme. Peux-tu les présenter ?

L'huile de palme est importée d'une part pour la filière alimentaire et fait ainsi frontalement concurrence à la production d'huile de colza suisse. Cette filière a su se développer ces 15 dernières années en proposant des variétés qui résistent à la haute température et sont ainsi très utiles à l'industrie alimentaire. Par ailleurs le colza est, du point de vue nutritionnel, nettement meilleur que l'huile de palme. Son importation nuit à l'agriculture locale en Suisse, mais a aussi de nombreux effets négatifs sur les pays producteurs : monocultures, destruction de la biodiversité, violations des droits humains, destructions de l'agriculture vivrière au profit des cultures d'exportation.

Une autre problématique est qu'une grande part de cette huile de palme part dans la filière des agrocarburants. Or, d'après Swissaid, il suffirait d'un changement de politique européenne quant aux agrocarburants pour que la filière huile de palme - qui est pour l'heure intéressante pour les intermédiaires - s'effondre comme un château de carte. En somme, une filière absolument pas durable.

### Quelle est la position de la coalition sur le label RSPO (huile de palme socialement responsable) ? N'est-ce pas une bonne option à prendre ?

De mon souvenir, en 2015, les avis étaient partagés. Uniterre, le Fonds Bruno Manser, Public Eye et Pain pour le Prochain étaient très critiques. L'USP n'avait pas d'avis tranché et certaines ONG pensaient que c'était une option à étudier. Mais depuis, les rapports se succèdent pour dénoncer la supercherie de ces labels "responsables" qui ne sont que de la poudre aux yeux. Aujourd'hui, à ce que je sache, plus grand monde ne lui accorde de crédit.

### Quels sont les aspects qui te paraissent important pour le travail futur de la coalition, même si tu ne travailles plus à Uniterre ?

Cette coalition est la preuve qu'on ne gagne jamais seul. Le travail de la coalition en 2017 et 2018 a consisté dans l'organisation de réunions avec les différents intergroupes parlementaires et à leur fournir un argumentaire de qualité. Cela a permis d'obtenir un vote historique au Conseil national. Uniterre est perçue comme une organisation agitatrice. Pourtant, s'il est vrai qu'elle a le courage de faire des actions "coup de poing", elle est aussi bâtisseuse de ponts. En 2015, seule Uniterre était en mesure de mettre autour de la table autant d'organisations différentes pour lutter ensemble pour une même cause. Néanmoins c'est un travail de très longue haleine, difficile à assumer pour une petite structure comme Uniterre. Peut-être que quelque fois, Uniterre devra accepter de jouer le lanceur d'alerte et que ce soit les autres qui récoltent les lauriers. À moins de trouver les moyens de rétribuer son travail à sa juste valeur. •

## GROUPE PAYSANNES

*Le travail des enfants est interdit en Suisse. Or les multinationales ignorent cet interdit. Ce qui donne un arrière-goût amer au chocolat, au café et à l'huile de palme. Nous exigeons des réglementations claires aussi pour les produits importés. •*

## ACTIVITÉS DE LA COALITION HUILE DE PALME

ULRIKE MINKNER  
PAYSANNE ET CO-DIRECTRICE D'UNITERRE

Le standard de durabilité RSPO est clairement insuffisant. Le travail de la coalition porte sur plusieurs niveaux : dialogue avec les détaillants, sensibilisation des consommateur-trices, analyse de nouveaux critères et réseautage au niveau politique dans la Berne fédérale.

Le 28 février 2018, le Conseil National a décidé que l'huile de palme soit exclue des accords de libre-échange avec la Malaisie. Les informations approfondies mises à disposition des parlementaires ont joué un rôle très important dans cette décision.

La coalition huile de palme est composée d'organisations comme la Fondation Bruno Manser, la Fédération suisse des producteurs de céréales (FSPC), Uniterre et divers ONGs.

En 2015, 28'360 tonnes d'huile de palme ont été importées en Suisse. Selon une évaluation du WWF, pratiquement un produit sur deux dans les rayons de nos magasins contient de l'huile de palme. •

## JE SUIS MEMBRE D'UNITERRE

*UNITERRE c'est notre porte-parole. Elle fait le lien entre nos fermes, le pays et la planète. Dans ma ferme je défends ma dignité de paysan. UNITERRE défend mes droits. Elle fait le lien entre mes engagements ici et les luttes paysannes partout dans le monde. Les liens aussi avec tous les citoyens qui ne cultivent pas mais qui ne supportent pas l'idée d'un monde sans paysans. UNITERRE demande que l'alimentation soit l'affaire de tous. Elle pose les questions de fonds qui concernent notre nourriture de demain. •*

RETO CADOTSCH  
PAYSAN ET MEMBRE D'UNITERRE

### LIENS

Interview de Paul Ecoffey [www.uniterre.ch/huiledpalme-ecoffey](http://www.uniterre.ch/huiledpalme-ecoffey)  
RSPO poudre aux yeux [www.uniterre.ch/cp-palme-rspo](http://www.uniterre.ch/cp-palme-rspo)



La Souveraineté alimentaire est un concept qui est reconnu dans des cercles de plus en plus larges. Mais cela ne signifie pas que nous pouvons simplement attendre... Les instances internationales, le politique, les décideurs ne bougent que si la pression de la société est forte. Et la société est forte lorsqu'elle sait construire avec les autres un but commun, mettant en avant les points de convergences plutôt que les différences.

# CONVERGENCE ET TRANSITION

## INTERNATIONAL

MICHELLE ZUFFEREY  
SECRÉTAIRE D'UNITERRE

Plus un mouvement regroupe large, plus son impact sera important. Et nous avons maintenant un point de ralliement: On ne peut plus continuer de la sorte, une transition écologique et sociale est incontournable.

**NYÉLÉNI: FORUMS MONDIAUX SUR LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE.** Uniterre a collaboré et continue de collaborer au niveau international et européen avec la Via campesina et des organisations alliées. Par ce biais, elle a aussi participé activement aux Forums de Nyéléni: Forums mondial sur la souveraineté alimentaire (2007-2017). Ils découlent d'un constat sans appel: le libéralisme nous détruit, nous les êtres humains, les animaux, les plantes, la terre, l'eau... Pour trouver des solutions, il faut revisiter notre société, notre système, nos croyances. La souveraineté alimentaire ouvre la porte à une réflexion large et novatrice, comme en témoigne la richesse des échanges lors de ces rencontres. Elles ont permis de développer une compréhension partagée du concept de souveraineté alimentaire et des moyens de la mettre en œuvre grâce aux échanges sur des expériences réalisées à travers le monde dans certaines régions, voire pays. Ces échanges "nourrissent" les participants: Elles révèlent les compétences développées en matière agricole, donnent des idées à transposer dans son pays, mais aussi créent un immense réseau de confiance et d'apprentissage. Elles ont permis de documenter les actions réalisées par le mouvement en terme de souveraineté alimentaire et d'établir la base de revendications communes.

**NYÉLÉNI EN EUROPE.** En 2011 et 2016, deux Forums européens se sont déroulés en Autriche puis en Roumanie. En Roumanie, il a réuni quelque 800 délégué-e-s de toute l'Europe (paysans, bergers, pêcheurs, peuples autochtones, ONG du développement, de l'environnement, syndicats, mouvements pour des marchés de proximité, etc.)

Le but recherché est, à partir des convergences globales au niveau mondial, de créer une convergence européenne et des projets au niveau des régions sur les modes de production agro-écologiques, les liens avec la recherche, l'éco-féminisme, l'accès à la terre pour les jeunes en collaboration avec les personnes qui font de la défense ou de la recherche et celles qui vivent de la terre, de la pêche, de la cueillette et de l'élevage pastoral.

**CONSTAT.** Depuis des décennies des ONG, des mouvements citoyens et des syndicats s'engagent pour le changement. Des analyses expliquant la situation agricole et/ou les causes de la paupérisation dans le monde sont publiées, de même que des recommandations et des solutions concrètes, adaptées et holistiques pour renverser la détérioration constante des conditions de vie sur notre planète. Ces dernières intègrent une prise en compte des aspects sociaux et culturels et du cadre légal nécessaire à sa mise en œuvre comme l'accès aux ressources et leur protection, le maintien de la biodiversité, la promotion d'une agriculture vivrière durable, l'équité et la justice, l'auto-détermination. Il y a sans doute des avancées, mais les impacts réels sur les politiques est encore faible: nous poursuivons la voie de la croissance sans remise en question fondamentale, à coups de compromis.

**LE NYÉLÉNI DU FUTUR EN SUISSE (AGENDA 2030)** Uniterre a pu s'inspirer de ces contacts dans le monde et en Europe et cela va se poursuivre. Le travail sur la "Déclaration des droits des paysans et paysannes et des personnes travaillant dans les zones rurales" nous permet de poser une base forte et crédibilise notre travail et nos revendications. Il a également étendu la collaboration avec nos partenaires suisses pour une application dans notre pays de la souveraineté alimentaire. Nous voulons dès aujourd'hui nous rapprocher des ONG de l'environnement dans le but de trouver avec elles aussi des convergences vers une transition écologique et sociale qui, de plus, propose des actions qui répondent aux objectifs de développement de l'agenda 2030. Cette transition doit être comprise et voulue par les citoyens, relayée par le politique, renforcée par la recherche (indépendante) et soutenue par des mesures de la Confédération et des cantons. •

LIEN

[nyeleni.org](http://nyeleni.org)

## QUE VEUT DIRE NYELENI ?

C'est le nom d'une paysanne malienne légendaire. On lui attribue la domestication du fonio. Nyéléni est devenue le symbole de l'engagement des femmes dans la vie sociale malienne. On a donné son nom à un centre de formation pour la souveraineté alimentaire et l'agroécologie au sud-ouest du Mali. •

## ENTRETIEN

ANNE GUYE GIRARDET  
ANIMATRICE DU PARTAGE DE SAVOIRS À LA FEDEVACO

PROPOS RECUEILLIS PAR  
MICHELLE ZUFFEREY

Quelle a été ta participation dans le cadre de Nyéléni ?

J'ai été membre du comité d'organisation du forum Nyeleni Europe 2011. Quand j'ai commencé à travailler à Uniterre en 2010, du fait que nous étions membre du comité européen de La Via Campesina, j'ai rapidement participé aux réunions européennes d'ECVC (European Coordination Via Campesina), puis aux groupes de travail pour l'organisation du forum. J'étais aussi responsable de la préparation de la délégation suisse qui s'est rendue au forum à Krems en Autriche, composée de paysannes et paysans, jeunes et membres d'ONG ou organisations de consommateurs. De retour en Suisse, nous avons organisé des restitutions du forum afin d'insuffler les idées et l'enthousiasme au mouvement suisse.

Quels sont pour toi, les apports majeurs de ce Forum ?

En tant que 1<sup>er</sup> forum européen pour la souveraineté alimentaire, la contribution majeure de cet événement a été la création d'un véritable mouvement européen pour la souveraineté alimentaire qui perdure aujourd'hui encore: des ONG du développement et de l'environnement, organisations de consommateurs, etc. se sont alliées aux organisations paysannes membres de La Via Campesina Europe pour consolider ce mouvement. Je tiens l'énergie incroyable qui régnait lors de ce forum, le partage d'expériences inspirantes qui nous a donné du courage et de l'espoir pour continuer nos luttes en Suisse et en solidarité avec d'autres collègues dans le Sud ou à l'Est. Car nous faisons face à de nombreuses résistances pour réorienter les politiques publiques vers des systèmes alimentaires plus locaux, écologiques et justes, les victoires comme les échecs des uns et des autres sont source d'innombrables apprentissages. Ces rencontres internationales sont des espaces de formation qui méritent davantage de reconnaissance et aussi d'encouragement et de soutien aux praticiens et jeunes de la base pour y participer. Certains membres de la délégation suisse qui avaient découvert en 2011 le mouvement en participant à ce forum sont toujours fortement engagés aujourd'hui en Suisse.

Dans mon emploi actuel d'animatrice du partage de savoirs à la Fédération vaudoise de coopération, je continue de promouvoir ce type d'espaces de dialogue et de mobilisation et ses méthodologies participatives issues de l'éducation populaire. Dans les projets soutenus par les ONG, l'importance des foires d'échanges de semences paysannes sont par exemple davantage reconnues. Ces rencontres populaires sont un investissement essentiel.

Quelles sont selon toi les activités à mettre en œuvre en Suisse pour favoriser une transition écologique ?

Y a du boulot! Je pense qu'il est important d'élargir et de "prendre soin" d'un mouvement de convergence où tous les porteurs d'initiatives se retrouvent. En Suisse, il y a pléthore d'associations ou collectifs qui vont dans le sens de la souveraineté alimentaire mais n'appartiennent pas à un véritable mouvement. Un mouvement qui puisse se retrouver pour apprendre les uns des autres et aussi pour célébrer de temps à autre les étapes franchies car on voit de nombreux bénévoles épuisés qui finissent par lâcher leur militantisme. L'Alliance pour la souveraineté alimentaire en est la représentation politique, mais le mouvement devrait aussi se rencontrer sur la base des projets concrets sur le terrain. Un mouvement Nyeleni Suisse en quelque sorte, alors pourquoi pas un forum Nyeleni Suisse? Cela a d'ailleurs été réalisé dans plusieurs pays d'Europe. Je partage l'avis des militants de la décroissance d'avancer de concert sur trois niveaux d'actions: le soutien à la démultiplication d'initiatives locales individuelles ou collectives de circuits courts "de la semence à l'assiette", la mise en réseau régionale des porteurs de ces projets et le plaidoyer politique. Le n°1 du Journal d'écologie politique Moins! (sept/oct 2012), en particulier à ce sujet "Les trois spires de la coquille d'escargot", m'avait marqué. L'enjeu de la coordination entre ces trois niveaux complémentaires et nécessaires, est de taille. •

## JE SUIS MEMBRE D'UNITERRE

*La politique agricole actuelle nous conduit droit dans le mur. Il faut réinventer nos pratiques et nos structures. Osons une agriculture durable. La souveraineté alimentaire est un chemin obligé pour s'affranchir d'une mondialisation perverse. •*

MARC TREBOUX, ANCIEN CHIMISTE CANTONAL ET PRÉSIDENT DE LA COMMISSION AGRICULTURE DE LA FRC

## NOUVEAUX PROJETS

BERTHE DARRAS  
SECÉTAIRE D'UNITERRE

**LA BRIGADE PAYSANNE.** Parce que les paysan-ne-s ont besoin de soutien sur leur ferme quand il s'agit de libérer du temps pour militer ou pour aller à des réunions, la brigade paysanne a été lancée en fin d'année 2017. L'idée? Un-e paysan-ne qui a besoin d'aide - un-e brigadiste qui veut aider! Plusieurs paysan-ne-s d'Uniterre ont testé ce concept et l'ont validé!

**LES PROJETS DE LA COMMISSION JEUNES.** C'est reparti pour la commission Jeunes. Après quelques années de mise au repos, faute de temps, elle a été relancée en janvier 2018. Depuis, plusieurs rencontres ont eu lieu et ça ne chôme pas!

Le travail se concentre sur trois sous-groupes/thématiques:

- l'accès à la terre,
- la sensibilisation à la souveraineté alimentaire,
- le développement d'une plateforme web pour soutenir et favoriser l'agriculture paysanne en Suisse romande

Plus d'une vingtaine de jeunes motivés venant des cantons de Genève, de Vaud, du Jura, mais aussi de Suisse alémanique, se sont répartis les thématiques.

## GROUPES PAYSANNES

Tant que les écoles et les institutions de formation continueront de marteler que les fermes doivent "s'agrandir ou abandonner", le changement de cap ne sera pas possible et les jeunes resteront prisonniers de l'idéologie de la croissance. •

**ACCÈS À LA TERRE.** Un gros travail d'aide à la remise extra-familiale de fermes a été fait par l'association des petits paysans ([www.remisedeferme.ch](http://www.remisedeferme.ch)). L'objectif serait donc d'apporter une complémentarité à ce qui existe déjà. Notamment, sur les nouveaux modèles de fermes tels que les collectifs. L'idée: pouvoir développer un outil d'aide à la remise d'exploitations extra-familiales pour les formes collectives, les avantages, les inconvénients; en mettant en avant de nombreux témoignages.

**CÔTÉ "SENSIBILISATION À LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE"**, la petite équipe s'est répartie la réalisation de trois contenus à destination des écoles degrés primaire et secondaire I et II: 6-10 ans, 10-14 ans et 14-18 ans. Il s'agit ensuite de trouver les clés d'entrée dans les écoles via une collaboration avec la fondation Eduki, possiblement le DIP (Département de l'Instruction Publique) mais aussi via notre réseau dans l'enseignement. Deux possibilités pour ces interventions: soit ce sont les professeurs qui présenteront ce contenu, soit des jeunes du groupe prêts à investir un peu de temps dans la pédagogie!

**ENFIN, 3<sup>ÈME</sup> CHANTIER: DÉVELOPPER UNE PLATEFORME WEB** pour soutenir et favoriser l'agriculture paysanne en Suisse romande. Quelques jeunes de la commission se sont lancés dans cette aventure. L'idée est partie de la nécessité d'avoir un outil qui permette de rassembler toutes les initiatives soutenant l'agriculture paysanne, tout en préservant la spécificité politique et locale de chacune d'entre elles. Plusieurs objectifs pour cette plateforme: être une ressource pour les paysans, promouvoir l'agriculture paysanne et fédérer au-delà des cercles militants.

**LE SOUTIEN AUX PAYSAN-NE-S** était aussi une thématique ressortie des discussions de la commission jeunes. Comme évoqué ci-dessus, ce soutien se fait et se fera via la brigade paysanne. Pour plus d'infos, [b.darras@uniterre.ch](mailto:b.darras@uniterre.ch) •

## VOUS AUSSI, DEVENEZ MEMBRE D'UNITERRE !

Pour recevoir notre journal - une voix indépendante et engagée, un regard critique et ouvert - et pour soutenir Uniterre et les paysans.

Cotisations annuelles:  
paysan-ne-s 200.- / sympathisant-e-s 150.-  
soutien 400.- / Etudiant-e-s, apprenti-e-s 60.-

[www.uniterre.ch/adhesion](http://www.uniterre.ch/adhesion)

## JE SUIS MEMBRE D'UNITERRE

La voix d'Uniterre est essentielle au débat sur tout ce qui touche à la politique agricole et aux questions qui lui sont liées. Les solutions que proposent Uniterre, par leur côté pragmatiques et réfléchies visent toujours le cœur des problèmes en refusant toutes compromissions.

Uniterre, par sa vision sociétale de l'Agriculture pose l'équité et la justice sociale comme axiome à toutes démarches. C'est ce qui en fait sa force dans l'opinion.

L'engagement militant d'Uniterre tranche avec la passivité générale qui prévaut dans le milieu agricole lequel devrait porter une plus grande attention à son action et la soutenir sans restriction ni arrière-pensées.

Laisser disparaître Uniterre c'est comme se priver, pour un orchestre, d'une section instrumentale qui appauvrirait d'autant la sonorité de l'orchestre et la pertinence de l'œuvre à exécuter. •

ALEXIS CORTHAY  
PAYSAN ET MEMBRE D'UNITERRE

Je suis membre d'Uniterre parce que c'est une équipe qui défend une agriculture familiale pour que son travail soit rémunéré à sa juste valeur. C'est une équipe qui se bat corps et âme avec peu de moyens. •

ROBERT CLAUDE  
PAYSAN, LES BOIS

## LES SECTIONS D'UNITERRE

Les sections cantonales sont la colonne vertébrale d'Uniterre. Devenez membres et engagez-vous dans le travail des sections!

**Neuchâtel** Philippe Reichenbach 079 640 89 63

**Genève** Rudi Berli 078 707 78 83

**Fribourg** Stéphane Mauron 026 655 16 27

**Vaud** André Muller 021 652 75 50

**Jura** 021 601 74 67

**Chablais** Pierre Moreillon 024 499 21 17



## JE SUIS MEMBRE D'UNITERRE

Je m'engage avec Uniterre parce que pour moi, la défense d'une paysannerie à taille humaine est primordiale. Mon engagement et mes contacts au sein d'Uniterre m'ont amené à faire des choix qui m'ont permis de pérenniser notre exploitation familiale. De la théorie à la pratique en quelque sorte! •

PHILIPPE REICHENBACH  
PAYSAN ET PRÉSIDENT DE LA SECTION NEUCHÂTEL D'UNITERRE

Uniterre défend de manière intelligente et systémique une cause qui nous concerne tous et toutes. Elle dresse un pont vital entre les différents acteurs et actrices de notre société dans le but de la rendre plus juste et responsable. Son engagement en faveur d'une paysannerie rémunératrice, respectueuse et solidaire semble la seule solution face aux crises que nous traversons. Elle se fait ainsi la voix d'un domaine qui a besoin plus que jamais qu'on lui redonne la place qu'il mérite et de membres dont l'écoute est essentielle et le travail à valoriser.

Sans Uniterre la politique agricole suisse ne serait plus qu'une politique de grands et d'expert-e-s. •

CLÉMENCE DEMAY  
DOCTORANTE EN DROIT À L'UNIL, MEMBRE D'UNITERRE

## SOUTENEZ LE TRAVAIL D'UNITERRE !

Ce numéro spécial du Journal Paysan Indépendant vous a présenté quelques-uns de nos combats pour une paysannerie de proximité, respectueuse des hommes, des animaux et de la terre. Ce travail fondamental a un coût.

Abonnez-vous au journal  
[www.uniterre.ch/adhesion](http://www.uniterre.ch/adhesion)

ou faites un don au moyen du BVR encarté. Tous les dons, même modestes sont les bienvenus!

IBAN CH18 8013 9000 0228 4966 7

AGENDA DÉTAILLÉ SUR NOTRE SITE

[www.uniterre.ch/actions/agenda](http://www.uniterre.ch/actions/agenda)

## IMPRESSUM

### Secrétariat / Publicité

Uniterre, av. du Grammont 9, 1007 Lausanne, 021 601 74 67 [www.uniterre.ch](http://www.uniterre.ch) [info@uniterre.ch](mailto:info@uniterre.ch)

### Responsable du journal

Charles-Bernard Bolay, 079 409 14 42 [charles-bernard@bluewin.ch](mailto:charles-bernard@bluewin.ch)

### Abonnements et changements d'adresse

Claude Mudry, 079 365 76 10, [c.mudry@uniterre.ch](mailto:c.mudry@uniterre.ch)

### Photographies

Demir Sönmez, [www.photographygeneva.com](http://www.photographygeneva.com) 1  
Eric Roset, [www.eric-rosset.ch](http://www.eric-rosset.ch) 5

### Maquette

Dacha et Boris Abbet, atelier Soiuz, [www.soiuz.ch](http://www.soiuz.ch)

### Imprimerie

Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et Environs  
1450 Sainte-Croix, 024 454 11 26  
Imprimé sur papier certifié FSC-Mix.



Uniterre utilise les logiciels Crésus. Et vous ?  
Crésus Comptabilité, Crésus Salaires et Crésus Facturation : le trio gagnant  
Avec plan comptable pour l'agriculture. [www.cresus.ch](http://www.cresus.ch)